



Editorial

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA

ANALYSE DU SITUATION

GLOBAL

L'ONU face à une crise de confiance : peut-elle encore gérer les conflits mondiaux ?

REGIONAL

Venezuela et États-Unis : de la confrontation à une nouvelle relation stratégique ?

LOCAL

Stratégies offensives et stratégies de paix face au crime organisé en Colombie : une approche fondée sur la théorie et l'expérience historique

L'ONU face à une crise de confiance : peut-elle encore gérer les conflits mondiaux ?

Ces dernières années, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a été confrontée à une crise de confiance croissante de la part de différents pays quant à sa capacité à remplir ses principales missions : maintenir la paix et la sécurité internationales, contribuer à la gestion des conflits et veiller à la protection des droits humains. Cette crise s'est intensifiée depuis 2014, à la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie, et s'est aggravée en 2022 avec l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, donnant lieu à une guerre qui continue d'opposer les deux pays.

De même, l'organisation a fait l'objet de critiques en raison des limites de son action face aux violations des droits humains dans le conflit entre Israël et la Palestine, au cours duquel des civils, notamment des mineurs et des femmes, ont perdu la vie à la suite des actions des parties belligérantes. À ces situations s'ajoutent d'autres conflits en Afrique et au Moyen-Orient, tels que ceux du Soudan, de l'Éthiopie et de la République démocratique du Congo, ainsi que

la guerre au Yémen et la crise au Myanmar. Ces situations ont mis en évidence les difficultés de cet organisme international à prévenir l'escalade de la violence, à protéger les populations civiles et à parvenir à des solutions politiques durables.

Ces situations de gestion de la sécurité internationale relèvent directement des responsabilités du Conseil de sécurité des Nations Unies. C'est précisément au sein de cet organe que se manifestent certains des principaux obstacles à l'adoption de mesures concrètes visant à contribuer à la désescalade des conflits ainsi qu'au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cela s'explique en partie par le fait que, depuis sa création, le Conseil de sécurité conserve une structure de pouvoir qui reflète des dynamiques hégémoniques et coloniales, dans laquelle cinq grandes puissances — les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume-Uni — bénéficient d'une position privilégiée par rapport aux autres États membres.

En particulier, ces cinq pays disposent du droit de veto, qui permet à un vote négatif de l'un d'entre eux d'empêcher l'adoption d'un projet de résolution sur une question de fond, même lorsque celui-ci bénéficie du soutien de la majorité des autres membres du Conseil. À cet égard, le veto est devenu un instrument de pouvoir politique permettant aux membres permanents de protéger leurs intérêts stratégiques et de limiter la capacité de réaction de l'organisation face à certaines crises internationales (Akram, 2024).

En ce qui concerne l'un des conflits ayant le plus de répercussions sur la scène internationale, celui entre Israël et la Palestine, plusieurs projets de résolution du Conseil de sécurité visant à instaurer des pauses humanitaires ou un cessez-le-feu à Gaza, ainsi qu'à promouvoir une solution politique fondée sur la coexistence de deux États, l'un israélien et l'autre palestinien, ont fait l'objet de veto. Dans ce contexte, les États-Unis ont été l'un des principaux acteurs ayant bloqué ce type d'initiatives en exerçant leur droit de veto, conformément à leurs positions politiques et à leurs alliances stratégiques avec Israël. Cette attitude a entravé l'adoption de certaines mesures visant à mettre fin aux hostilités et a limité la capacité du Conseil de sécurité à répondre à la crise humanitaire à Gaza, ainsi que les efforts déployés pour parvenir à une solution politique durable au conflit.

Des exemples de cette situation peuvent être observés lors de plusieurs votes du Conseil de sécurité. Le 18 octobre 2023, les États-Unis ont opposé leur veto à un projet de résolution visant à instaurer des pauses humanitaires dans le conflit, malgré le soutien de 12 des 15 membres du Conseil (United Nations, 2023a). De même, le 27 octobre de la même année, 120 des 193 États membres de l'Assemblée générale ont voté en faveur d'une résolution appelant à une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue à Gaza.

Par la suite, face à la gravité de la situation, le Secrétaire général des Nations Unies a invoqué l'article 99 de la Charte des Nations Unies afin d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur la menace que le conflit représentait pour la paix et la sécurité internationales et de promouvoir l'adoption de mesures urgentes. Cependant, le 8 décembre 2023, les États-Unis ont de nouveau exercé leur droit de veto pour bloquer un projet de résolution exigeant un cessez-le-feu humanitaire immédiat à Gaza, malgré le soutien de 13 des 15 membres du Conseil (United Nations, 2023b). Ces événements illustrent comment les positions politiques et les alliances stratégiques des membres permanents, notamment celles des États-Unis à l'égard d'Israël, peuvent limiter la capacité du Conseil de sécurité à réagir face aux conflits internationaux.

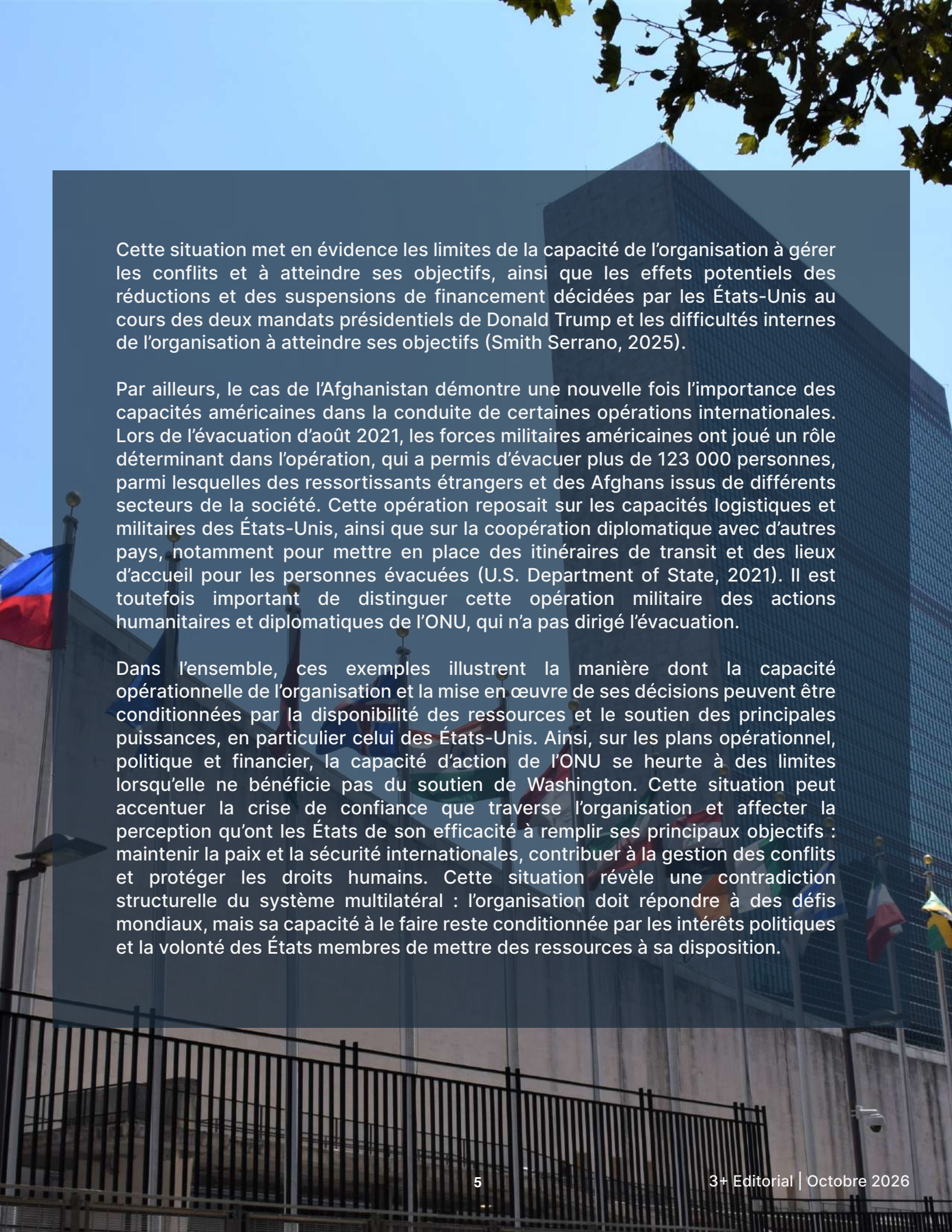
Un autre aspect déterminant dans l'analyse du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies est sa capacité à maintenir sa structure et à garantir son financement. Dans ce domaine, les États-Unis occupent une nouvelle fois une place centrale, car ils ont historiquement été l'un des principaux contributeurs financiers de l'organisation et un acteur essentiel à son fonctionnement. Toutefois, sous les administrations de Donald Trump, les relations entre les deux parties se sont détériorées, notamment en raison des décisions de son gouvernement visant à réduire ou à suspendre les contributions financières et à retirer son soutien à différents organismes du système des Nations Unies. Ces mesures se sont manifestées au cours de son premier mandat, entre 2017 et 2021, et se sont intensifiées après son retour à la présidence en 2025. Cette situation a aggravé les difficultés financières de l'organisation et mis en évidence sa dépendance à l'égard des contributions des États-Unis et des autres États membres (Smith Serrano, 2025).



Plus précisément, les réductions les

plus importantes du financement américain de l'Organisation des Nations Unies ont eu lieu au cours du second mandat présidentiel de Donald Trump. Selon Smith Serrano (2025), les États-Unis ont réduit leur contribution à l'ONU de 22 %, tandis que les contributions destinées aux opérations de maintien de la paix ont diminué de 67 %. De leur côté, les financements alloués aux agences, aux programmes et aux fonds du système des Nations Unies ont été réduits de 34 %, tandis que les ressources consacrées au développement ont diminué de 43 %. Ces réductions témoignent de l'ampleur du recul du soutien financier américain et permettent de mesurer leurs répercussions potentielles sur la capacité de l'organisation à maintenir ses opérations et à atteindre ses principaux objectifs.

Il convient également de souligner que, depuis 2021, année de l'évacuation du personnel civil, diplomatique et politique, tant national qu'international, d'Afghanistan, l'ONU n'a pas réalisé de progrès significatifs dans plusieurs conflits considérés comme prioritaires depuis cette période, notamment ceux du Soudan, de l'Éthiopie, du Myanmar et du Yémen, entre autres.

The background of the page is a photograph of a modern building with a glass facade, likely a UN building. In the foreground, there are several flags on poles, including the French flag and the UN flag. The image is slightly blurred and has a dark overlay where the text is placed.

Cette situation met en évidence les limites de la capacité de l'organisation à gérer les conflits et à atteindre ses objectifs, ainsi que les effets potentiels des réductions et des suspensions de financement décidées par les États-Unis au cours des deux mandats présidentiels de Donald Trump et les difficultés internes de l'organisation à atteindre ses objectifs (Smith Serrano, 2025).

Par ailleurs, le cas de l'Afghanistan démontre une nouvelle fois l'importance des capacités américaines dans la conduite de certaines opérations internationales. Lors de l'évacuation d'août 2021, les forces militaires américaines ont joué un rôle déterminant dans l'opération, qui a permis d'évacuer plus de 123 000 personnes, parmi lesquelles des ressortissants étrangers et des Afghans issus de différents secteurs de la société. Cette opération reposait sur les capacités logistiques et militaires des États-Unis, ainsi que sur la coopération diplomatique avec d'autres pays, notamment pour mettre en place des itinéraires de transit et des lieux d'accueil pour les personnes évacuées (U.S. Department of State, 2021). Il est toutefois important de distinguer cette opération militaire des actions humanitaires et diplomatiques de l'ONU, qui n'a pas dirigé l'évacuation.

Dans l'ensemble, ces exemples illustrent la manière dont la capacité opérationnelle de l'organisation et la mise en œuvre de ses décisions peuvent être conditionnées par la disponibilité des ressources et le soutien des principales puissances, en particulier celui des États-Unis. Ainsi, sur les plans opérationnel, politique et financier, la capacité d'action de l'ONU se heurte à des limites lorsqu'elle ne bénéficie pas du soutien de Washington. Cette situation peut accentuer la crise de confiance que traverse l'organisation et affecter la perception qu'ont les États de son efficacité à remplir ses principaux objectifs : maintenir la paix et la sécurité internationales, contribuer à la gestion des conflits et protéger les droits humains. Cette situation révèle une contradiction structurelle du système multilatéral : l'organisation doit répondre à des défis mondiaux, mais sa capacité à le faire reste conditionnée par les intérêts politiques et la volonté des États membres de mettre des ressources à sa disposition.

Venezuela et États-Unis : de la confrontation à une nouvelle relation stratégique ?

Les relations entre les États-Unis et le Venezuela se sont progressivement détériorées sous les gouvernements d'Hugo Chávez et de Nicolás Maduro, dans un contexte de tensions politiques croissantes et de remises en question de la situation démocratique du pays sud-américain. Bien que Chávez soit arrivé au pouvoir par le biais d'élections et ait mis en place des programmes sociaux qui ont contribué à améliorer certains indicateurs de bien-être, son mandat a également été marqué par une concentration croissante du pouvoir au sein de l'exécutif et par des préoccupations concernant la protection des droits humains.

Après sa mort en 2013, Maduro a accédé à la présidence dans un contexte de polarisation politique et de contestations concernant la transparence des élections. Sous son gouvernement, les tensions se sont intensifiées en raison de la répression des manifestations, des restrictions imposées à l'opposition et des conflits entre l'exécutif et les institutions législatives. Ces événements ont contribué à la détérioration des institutions vénézuéliennes et à l'aggravation des divergences politiques avec Washington (Congressional Research Service, 2024).

Par ailleurs, sous le gouvernement de Maduro, les dénonciations de violations des droits humains et de restrictions des libertés politiques au Venezuela sont devenues plus fréquentes, suscitant une inquiétude et une désapprobation croissantes de la part de plusieurs États et organisations internationales, notamment les Nations Unies et les États-Unis. De même, la détérioration des relations bilatérales s'est étendue aux domaines économique et énergétique. En août 2017, sous la première administration de Donald Trump, les États-Unis ont imposé des restrictions financières liées au secteur pétrolier vénézuélien. Par la suite, en janvier 2019, ils ont élargi les sanctions en inscrivant Petrôleos de Venezuela S. A. (PDVSA) sur leur liste d'entités sanctionnées. À l'issue d'une période de transition de 90 jours, les raffineries américaines ont cessé d'importer du pétrole brut vénézuélien, ce qui a compliqué les exportations pétrolières du pays et accentué les tensions économiques entre les deux gouvernements (Congressional Research Service, 2024).

En conséquence, les relations entre les deux pays ont également été marquées par des confrontations médiatiques et des déclarations hostiles de leurs dirigeants respectifs, qui se sont mutuellement accusés de favoriser des activités criminelles. Ces tensions se sont manifestées aussi bien sous le gouvernement d'Hugo Chávez que sous celui de Nicolás Maduro. Un exemple emblématique est le discours prononcé par Chávez devant l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 septembre 2006, au

cours duquel il s'est exprimé de manière méprisante à l'égard du président américain de l'époque, George W. Bush, qu'il a qualifié d'impérialiste et accusé de promouvoir des politiques de domination mondiale, allant jusqu'à le comparer au diable et au mal (CNN, 2013). Des années plus tard, Maduro a accusé le président Donald Trump de financer un complot fasciste contre le Venezuela (EFE, 2026). De son côté, Trump a publiquement qualifié Maduro de criminel et l'a associé au narcotrafic, l'accusant de diriger une organisation consacrée à ces activités pendant son maintien au pouvoir (Cuentas Claras Digital ORG, 2025).

Cependant, les relations entre Washington et Caracas ont connu un rapprochement limité sous l'administration de Joe Biden, entre 2021 et 2025, qui cherchait à combiner la pression économique et les négociations diplomatiques. Cette évolution s'est manifestée en 2022, lorsque les États-Unis ont autorisé Chevron à reprendre certaines activités pétrolières au Venezuela. Le rapprochement s'est accentué en 2023 avec l'assouplissement temporaire des sanctions, à la suite de la signature de l'accord de la Barbade entre le gouvernement de Nicolás Maduro et l'opposition. La même année, les deux pays ont également conclu un accord d'échange de détenus. Toutefois, ce rapprochement restait conditionné au respect des engagements politiques et électoraux. Washington a donc de nouveau durci sa position face aux manquements dénoncés par le gouvernement américain (Congressional Research Service, 2024).



Le tournant décisif s'est produit en janvier 2026, lorsqu'après un an de son second mandat présidentiel non consécutif, Donald Trump a ordonné une opération militaire au Venezuela. Après avoir déclaré à plusieurs reprises que Nicolás Maduro était un criminel international, le président américain a annoncé sa capture le 3 janvier 2026. Au cours de cette opération, baptisée « Résolution absolue », les troupes américaines sont entrées sur le territoire vénézuélien et ont capturé Maduro ainsi que son épouse, Cilia Flores, avant de les transférer à New York, plus précisément au centre de détention métropolitain de Brooklyn. Tous deux devaient comparaître

devant un tribunal fédéral de Manhattan pour répondre à des accusations liées à un complot visant à importer de la cocaïne, au narcoterrorisme, à la possession de mitrailleuses et de dispositifs destructeurs, ainsi qu'à un complot visant à posséder ces armes (Caracol Radio, 2026).

À la suite de la capture de Nicolás Maduro et de sa comparution devant un tribunal fédéral de Manhattan, le Venezuela a été placé sous la direction intérimaire de Delcy Rodríguez, qui occupait jusque-là le poste de vice-présidente du pays. Le 5 janvier 2026, en l'absence de Maduro, la Cour suprême de justice du Venezuela a ordonné que Rodríguez assume la présidence par intérim. Elle exerce cette fonction depuis lors et devrait, selon les prévisions, la conserver jusqu'à ce qu'une nouvelle issue institutionnelle soit définie par la tenue d'élections (BBC, 2026).

Cet événement, conjugué à l'opération militaire américaine baptisée « Résolution absolue », a marqué un tournant dans les relations entre Washington et Caracas, ainsi que dans les rapports du Venezuela avec des organisations internationales telles que les Nations Unies. Cette reconfiguration a notamment pris forme entre août et septembre 2026, période durant laquelle se sont tenues plusieurs rencontres multilatérales et réunions bilatérales avec les États-Unis, parallèlement à la conclusion d'accords entre le gouvernement vénézuélien et d'autres acteurs.

En août, un accord pétrolier entre les gouvernements vénézuélien et américain a été annoncé. Selon les informations publiées par la Maison-Blanche, cet accord a permis à Washington d'assurer un contrôle majoritaire sur plus de 65 milliards de barils de réserves prouvées (The White House, 2026). Par la suite, le 22 septembre, Delcy Rodríguez a participé à l'Assemblée générale des Nations Unies, où elle a prononcé le discours officiel du Venezuela devant les représentants des États membres, témoignant d'un rapprochement renouvelé avec cette organisation multilatérale (Reuters Connect, 2026). Enfin, le 23 septembre, Rodríguez a rencontré le président Donald Trump, lors d'un entretien auquel ont également participé le secrétaire d'État, Marco Rubio, le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, ainsi que d'autres hauts responsables américains (Cohen & Párraga, 2026).

En somme, ces événements, qui couvrent plus de vingt ans d'histoire jusqu'à la période la plus récente de 2026, permettent d'observer l'évolution des relations entre les États-Unis et le Venezuela, passées d'une confrontation politique et diplomatique à l'imposition de sanctions économiques, puis à une intervention militaire américaine et, enfin, à la conclusion d'accords pétroliers et à la reprise de rencontres de haut niveau. Ces développements ont marqué un tournant dans les relations bilatérales et ouvert la voie à une nouvelle relation stratégique, caractérisée par des intérêts transactionnels, un renforcement de la coopération bilatérale et un rapprochement politique qui aurait semblé difficilement envisageable avant la capture de Maduro.



LOCAL

Stratégies offensives et stratégies de paix face au crime organisé en Colombie : une approche fondée sur la théorie et l'expérience historique

Tout au long de l'histoire internationale et colombienne, différentes méthodes ont été utilisées pour lutter contre le crime organisé et tenter d'éradiquer les structures armées. Ces méthodes vont des politiques de confrontation directe et de renforcement des capacités militaires et policières aux stratégies fondées sur le dialogue, la négociation et la construction de la paix.

Dans le cas de la Colombie, avec la récente investiture du président Abelardo De La Espriella, une approche de confrontation directe avec les structures criminelles a été réaffirmée. Celle-ci se caractérise par une politique plus ferme et un recours accru aux capacités militaires et policières. Cette approche contraste avec l'orientation adoptée sous le gouvernement de Gustavo Petro, entre 2022 et août 2026, période durant laquelle la politique de sécurité s'est accompagnée de la

stratégie dite de la « Paix totale » (Paz Total) et de la recherche de mécanismes de dialogue et de négociation avec différents groupes armés, sans pour autant entraîner l'abandon total des opérations des forces de sécurité.

Une orientation similaire, fondée sur le dialogue et la négociation, avait été adoptée sous le gouvernement de Juan Manuel Santos, entre 2010 et 2018. Cette période a été marquée par des avancées majeures dans les négociations avec les groupes armés, notamment les FARC-EP, processus qui a abouti à la signature de l'Accord final de paix en 2016. À cet égard, le contexte actuel en matière de sécurité présente davantage de similitudes avec le gouvernement d'Álvaro Uribe Vélez, qui a exercé la présidence entre 2002 et 2010 et mis en œuvre la Politique de sécurité démocratique, fondée sur le renforcement des forces de sécurité et sur une stratégie de confrontation avec les structures armées illégales.



En ce qui concerne les différentes approches de la politique de sécurité d'un pays, la théorie politique a développé plusieurs perspectives permettant d'en analyser le fonctionnement, la mise en œuvre et les résultats. Dans cette étude, ces approches seront examinées à travers une comparaison des gouvernements d'Álvaro Uribe Vélez, de Juan Manuel Santos et de Gustavo Petro, à partir d'indicateurs statistiques liés à la violence, au conflit armé et à la sécurité. L'objectif est d'évaluer l'efficacité des stratégies de confrontation directe, de dialogue, de négociation et de construction de la paix dans la réduction des capacités des structures armées et criminelles, d'identifier leurs principaux résultats, avantages et limites, et de dégager des éléments permettant d'apprécier l'approche sécuritaire mise en œuvre par le gouvernement d'Abelardo De La Espriella face à l'objectif de lutte contre le crime organisé en Colombie.

Pour analyser l'impact des politiques de sécurité mises en œuvre par ces gouvernements, plusieurs variables doivent être prises en compte afin de comparer leurs résultats. Parmi les principaux indicateurs figurent le nombre de membres des

organisations criminelles et armées, en particulier de celles qui sont les plus connues et les plus anciennes du pays, telles que les FARC-EP et leurs différentes factions dissidentes ; l'évolution du trafic de cocaïne, considéré comme l'une des principales sources de financement des organisations illégales dans le pays ; ainsi que le nombre d'homicides enregistrés au cours de chaque mandat présidentiel. L'analyse conjointe de ces variables permettra d'établir une première estimation de l'impact des différentes stratégies de sécurité mises en œuvre en Colombie.

En ce qui concerne tout d'abord le taux d'homicides, l'examen des données historiques montre que, durant les deux mandats présidentiels d'Álvaro Uribe, entre 2002 et 2010, le nombre d'homicides a diminué chaque année entre 2003 et 2010. Au cours de cette période, dans le cadre de la Politique de sécurité démocratique et grâce à une stratégie de confrontation directe menée principalement par les forces militaires et la police, les homicides ont diminué de 14,08 % entre 2003 et 2004, de 10,38 % entre 2004 et 2005, de 3,48 % entre 2005 et 2006, de 1,60 % entre 2006 et 2007, de 6,15 % entre 2007 et 2008, de 1,98 % entre 2008 et 2009 et de 5,08 % entre 2009 et 2010. Ces baisses ont permis de passer de 23 523 homicides recensés en Colombie en 2003 à 15 013 en 2010, soit 8 510 cas de moins sur la période étudiée, ce qui représente une diminution de 36,18 % (Gutiérrez Restrepo, 2025).

Il convient de souligner que, bien que le nombre d'homicides ait diminué progressivement au cours de ces années, les chiffres absolus sont restés élevés par rapport à ceux d'autres périodes présidentielles étudiées. Ces résultats doivent toutefois être interprétés à la lumière du contexte sécuritaire du début des années 2000, caractérisé par une forte intensité du conflit armé interne colombien et par la présence et les activités de diverses organisations armées illégales.

Sous le gouvernement de Juan Manuel Santos, l'évolution du nombre total d'homicides enregistrés au cours de ses deux mandats présidentiels présente des tendances contrastées, caractérisées par des périodes de hausse et de baisse, ces dernières ayant toutefois prédominé pendant la majeure partie de son administration. Entre 2010 et 2011, le nombre d'homicides a augmenté de 5,26 %, puis de 1,45 % entre 2011 et 2012. Par la suite, une diminution de 6,62 % a été enregistrée entre 2012 et 2013, suivie d'une baisse de 13,45 % entre 2013 et 2014. De même, les homicides ont diminué de 3,84 % entre 2014 et 2015, puis de 2,38 % entre 2015 et 2016. Entre 2016 et 2017, une baisse marginale de 0,75 % a été observée, tandis qu'entre 2017 et 2018, dernière année de son gouvernement, le nombre d'homicides a de nouveau augmenté de 4,89 %.

Cette évolution contrastée, marquée par des hausses et des baisses successives, s'est néanmoins traduite par une diminution du nombre total d'homicides, passé de 15 803 cas au cours de la première année complète du mandat de Santos à 12 667 en 2018. Cela représente une baisse de 3 136 cas sur la période étudiée, soit une

diminution de 19,85 % (Ministerio de Justicia de Colombia, 2026).

Concernant le gouvernement de Gustavo Petro, durant son mandat présidentiel, qui s'étend de 2022 à une partie de l'année 2026, le nombre d'homicides enregistrés dans le pays a également connu une évolution contrastée. Entre 2022 et 2023, une hausse de 0,14 % a été observée, tandis qu'entre 2023 et 2024, le nombre total d'homicides a diminué de 0,44 %. Par la suite, une nouvelle augmentation de 4,01 % a été enregistrée entre 2024 et 2025. Pour 2026, seules les données des sept premiers mois de l'année peuvent être prises en compte, car elles constituent les informations les plus récentes disponibles dans les sources ouvertes. Au cours de cette période, une augmentation de 29,03 % a été enregistrée par rapport aux mêmes mois de 2025 (Policía Nacional de Colombia, 2026). En termes globaux, la comparaison entre la première et la dernière année complète de la période étudiée fait apparaître une hausse de 501 homicides, le nombre de cas étant passé de 13 536 en 2022 à 14 037 en 2025, soit une augmentation de 3,70 %.

Sur la base de ces résultats, il est possible de constater que le gouvernement d'Álvaro Uribe a enregistré la plus forte réduction des homicides, en valeur absolue comme en pourcentage, lors de la comparaison entre la première et la dernière année complète de son administration. Il a également été le seul des trois gouvernements étudiés à enregistrer une diminution continue du nombre d'homicides d'une année à l'autre pendant toute la période considérée.



À l'inverse, Gustavo Petro a été le seul des trois présidents à enregistrer une augmentation du nombre d'homicides entre la première et la dernière année complète de son mandat. Ce résultat s'inscrit dans le contexte d'une politique de sécurité reposant principalement sur le dialogue, la négociation et la recherche de processus de paix. De son côté, le gouvernement de Juan Manuel Santos a terminé son mandat avec le plus faible nombre absolu d'homicides parmi les trois gouvernements, en comparant la première et la dernière année complète de chaque administration, dans le cadre d'une politique de sécurité combinant des offensives militaires et des processus de paix.

À cet égard, bien que le nombre d'homicides constitue un indicateur essentiel pour identifier les évolutions des conditions de sécurité et du degré d'exposition de la population à la violence létale, son évolution doit être analysée conjointement avec les autres indicateurs afin de déterminer l'impact spécifique des politiques de sécurité sur le crime organisé. En particulier, le nombre d'homicides ne permet pas de mesurer directement l'ampleur des économies illicites qui financent les organisations criminelles. L'analyse de ces économies est essentielle pour déterminer si une stratégie de sécurité s'attaque aux causes structurelles qui permettent à ces organisations de se maintenir et de se développer, plutôt que de se concentrer uniquement sur la réduction de certaines de leurs principales manifestations, telles que la violence homicide (Brombacher, 2012).

Il est donc nécessaire d'examiner les saisies de chlorhydrate de cocaïne. À cet égard, au cours des deux mandats présidentiels d'Álvaro Uribe, entre 2002 et 2010, un total de 1 346 679,78 kg de chlorhydrate de cocaïne a été saisi.

Sous les deux mandats de Juan Manuel Santos, entre 2010 et 2018, les saisies ont atteint un total de 2 275 128,76 kg. Enfin, durant les quatre années du gouvernement de Gustavo Petro, elles ont totalisé 3 674 684,74 kg, ce qui place cette période au premier rang des trois gouvernements étudiés en matière de volume absolu de chlorhydrate de cocaïne saisi (Observatorio de Drogas de Colombia, 2026).

Toutefois, ces données doivent être analysées proportionnellement à la superficie consacrée à la culture de la coca, car une extension plus importante des cultures peut accroître la disponibilité de la matière première nécessaire à la production de cocaïne et, par conséquent, influencer sur le volume potentiel des saisies. À cet égard, les deux mandats présidentiels d'Álvaro Uribe ont enregistré un total cumulé de 742 061 hectares de cultures de coca, tandis que les deux mandats de Juan Manuel Santos ont totalisé 873 423 hectares (UNODC, s. d.).

Dans le cas de Gustavo Petro, les sources officielles disponibles pour cette analyse ne permettent de prendre en compte que les années 2022, 2023 et 2024, au cours desquelles un total cumulé de 744 027,62 hectares de cultures de coca a été enregistré (UNODC, 2024). Cela signifie qu'en seulement trois ans, la superficie cumulée des cultures de coca enregistrée sous le gouvernement de Petro a dépassé celle relevée durant les huit années du gouvernement d'Uribe. Par conséquent, le volume absolu plus élevé de saisies

enregistré sous le gouvernement de Petro doit être interprété en tenant également compte de l'étendue plus importante des cultures de coca recensées pendant la période étudiée, plutôt que de considérer les saisies absolues comme l'unique indicateur d'efficacité.

Par ailleurs, du point de vue de la théorie politique et de l'analyse des économies illicites, les saisies effectuées dans les pays producteurs de drogues ne représentent pas nécessairement une perte économique significative pour les organisations criminelles, car, à ce stade de la chaîne de valeur, le prix de la substance reste relativement faible. En ce sens, l'impact économique serait plus important lorsque la drogue est saisie après avoir atteint sa destination finale, puisque sa valeur a augmenté en raison des coûts liés à sa production, à son transport et à sa commercialisation (Brombacher, 2010).

D'autre part, le nombre de personnes composant les rangs des organisations criminelles constitue un indicateur permettant d'évaluer leur éventuelle fragilisation économique et structurelle. Une diminution du nombre de membres pourrait indiquer une capacité financière moindre à entretenir ces personnes au sein des structures et, parallèlement, témoigner d'une réduction de leurs capacités humaines et opérationnelles. Ainsi, l'analyse de l'évolution des effectifs permet de déterminer dans quelle mesure les politiques de sécurité mises en œuvre par chaque gouvernement ont pu affecter les branches militaires de ces organisations.



Fuente: Noticias UNAL

En 2002, année de l'arrivée d'Álvaro Uribe Vélez à la présidence de la République, les FARC-EP comptaient, selon les estimations, 20 766 membres. En 2010, à la fin de ses deux mandats présidentiels, ce chiffre était tombé à environ 9 000 membres, soit une diminution de 56,67 %, correspondant à 11 766 personnes en moins dans les rangs de cette organisation criminelle (Noticias RCN, 2014).

Concernant le gouvernement de Juan Manuel Santos, celui-ci a pris ses fonctions alors que les FARC-EP comptaient environ 9 000 membres. Toutefois, à la suite du processus de paix engagé entre son gouvernement et les FARC-EP, leurs effectifs ont diminué pour atteindre environ 4 857 membres en 2018. Cela représente une baisse de 46,03 %, soit une réduction absolue de 4 143 membres entre sa première année de présidence et la dernière année de son mandat (Noticias RCN, 2022).

Sous le gouvernement de Gustavo Petro, en revanche, les principales factions dissidentes des FARC-EP, notamment l'État-major central (Estado Mayor Central, EMC) et la Coordination nationale de l'Armée bolivarienne (Coordinadora Nacional Ejército Bolivariano, CNEB), sont passées respectivement d'environ 2 144 et 1 134 membres en 2022 à 4 480 et 2 359 en 2026, ce qui représente des augmentations de 109 % et de 108 %. Cette évolution s'inscrit dans le cadre d'une politique principalement axée sur le dialogue et la négociation, dans le contexte de la stratégie de la « Paix totale » (Paz Total). Par ailleurs, l'ensemble des organisations armées illégales a enregistré une hausse de 90 % de ses effectifs, passant de 15 120 membres en 2022 à 28 802 en juillet 2026 (Fundación Ideas para la Paz, 2026). Toutefois, cette dernière donnée n'étant pas comparable à celles des deux autres gouvernements, elle ne sera pas prise en compte dans l'analyse comparative.



À ce stade, il est possible de constater que, concernant la réduction des effectifs des FARC-EP et de leurs factions dissidentes ultérieures, le gouvernement d'Álvaro Uribe a enregistré la baisse la plus importante, tant en valeur absolue qu'en pourcentage. Bien que le nombre final de membres recensés sous son gouvernement soit supérieur aux effectifs observés par la suite au sein des factions dissidentes sous les deux autres gouvernements étudiés, la comparaison doit tenir compte des conditions initiales de chaque période et, en particulier, de l'ampleur de la réduction obtenue par rapport à la situation héritée par chaque gouvernement. À cet égard, les résultats permettent de considérer que la stratégie mise en œuvre sous le gouvernement d'Uribe a entraîné une réduction plus importante de la taille de cette structure, en valeur absolue comme en pourcentage.

Au vu de ces éléments, le gouvernement dont la politique de sécurité présente le plus

de similitudes avec celle du président actuel, Abelardo De La Espriella, est également celui qui a obtenu les réductions les plus importantes, en valeur absolue et en pourcentage, du nombre de membres des FARC-EP, qui constituaient alors l'organisation armée disposant des capacités les plus importantes. Ce gouvernement a également enregistré la plus forte diminution, absolue et relative, du nombre d'homicides, un indicateur pouvant être interprété comme une manifestation des dynamiques de violence liées au conflit et aux activités des organisations criminelles. Dans une perspective prospective, il serait donc possible d'envisager que le gouvernement de De La Espriella obtienne des résultats similaires, compte tenu de l'adoption d'une politique de sécurité présentant des caractéristiques comparables, notamment un renforcement des capacités opérationnelles et un recours plus intensif aux forces militaires et à la police dans la conduite de la politique de sécurité et de défense.

Néanmoins, il convient également de souligner que, dans la théorie politique, cette approche offensive de la lutte contre le crime organisé fait généralement l'objet de réserves quant à sa capacité à l'éradiquer complètement. En effet, si les causes structurelles du problème et les fondements qui permettent à ces organisations de se reproduire ne sont pas traités, un cercle vicieux risque de se mettre en place, comparable à celui qui consiste à « couper les têtes d'une hydre à mille têtes ». Autrement dit, les opérations menées peuvent affaiblir les organisations criminelles sans nécessairement conduire à leur disparition, en ne touchant qu'une partie de leur structure ou certains de leurs dirigeants (Brombacher, 2012).

De même, la théorie politique met souvent en avant le concept de réaction positive de la violence, selon lequel, dans certains contextes, notamment dans la lutte contre le crime organisé, la violence peut engendrer davantage de violence (Lessing, 2011). Dans cette perspective, une politique fondée sur la fermeté et la confrontation directe repose sur le recours à la violence comme principal mécanisme d'action, ce qui peut susciter des représailles violentes de la part des groupes armés contre le gouvernement. Ces organisations peuvent également recourir à ce que l'on appelle la violence communicationnelle, par laquelle elles cherchent à donner une visibilité médiatique à leurs actes de terreur et de violence afin de semer la peur au sein de la population et, de cette manière, d'exercer une pression politique sur le gouvernement concernant sa gestion du conflit et de la sécurité (Bailey & Taylor, 2009)

Pour vaincre ce « monstre à mille têtes » et parvenir à sa disparition, il est donc nécessaire que les organisations criminelles soient privées de leurs ressources économiques et de leurs biens, que les cultures illicites disparaissent, que la justice soit respectée et que les niveaux de corruption diminuent (Buitrago Arias, 2021). Dans cette optique, une politique de sécurité visant à lutter contre le crime organisé devrait agir à la fois sur ses manifestations et ses symptômes, tels que la violence et les capacités opérationnelles de ses structures, et sur les fondements qui permettent sa reproduction, en particulier les économies illicites qui fournissent les ressources nécessaires au maintien de leurs membres dans ces organisations. En d'autres termes, le problème doit être abordé dans une perspective multidimensionnelle, combinant des mesures coercitives et opérationnelles avec une analyse des conditions sociales, économiques et institutionnelles qui favorisent la reproduction du crime organisé.



Équipe d'analyse

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD
CORPORATIVA



Mateo Pineda
Consultante UAPSC

RÉFÉRENCES

Arias, G., Tobo C., P., & Flórez, J. (2026, 6 de agosto). El costo de negociar mal: 29.000 integrantes de grupos armados entre disputas y gobernanzas criminales. Fundación Ideas para la Paz. <https://ideaspaz.org/publicaciones/investigaciones-analisis/2026-08/el-coste-de-negociar-mal-29-mil-integrantes-de-grupos-armados-entre-disputas-y-gobernanzas-criminales>

Bailey, J., & Taylor, M. M. (2009). Evade, corrupt, or confront? Organized crime and the state in Brazil and Mexico. *Journal of Politics in Latin America*, 1(2), 3–22. <https://doi.org/10.1177/1866802X0900100201>

Buitrago Arias, J. C. (2021, 12 de noviembre). ¿Podremos derrotar la hidra de Lerna? *Las2Orillas*. <https://www.las2orillas.co/podremos-derrotar-la-hidra-de-lerna>

Brombacher, D. (2010). El control de la oferta en la lucha antidrogas, ¿a quién le sirve? Friedrich-Ebert-Stiftung. Friedrich-Ebert-Stiftung

Brombacher, D. (2012). This is what you get: Mercados ilegales y violencia en América Latina. Friedrich-Ebert-Stiftung. Friedrich-Ebert-Stiftung

Noticias RCN. (2022, 4 de abril). Así están distribuidas las disidencias Farc y el ELN en el territorio colombiano. <https://www.noticiasrcn.com/colombia/asi-estan-distribuidas-las-disidencias-farc-y-el-eln-en-el-territorio-colombiano-414859>

Noticias RCN. (2014, 10 de abril). Las Farc se redujeron a 6.672 hombres: autoridades. <https://www.noticiasrcn.com/colombia/las-farc-se-redujeron-a-6-672-hombres-autoridades-161211>

Akram, S. M. (2024, 22 de enero). Los fracasos de la ONU en el conflicto Israel-Palestina. Open Global Rights. <https://www.openglobalrights.org/failures-un-israel-palestine-conflict/?lang=Spanish>

Observatorio de Drogas de Colombia. (2026). Incautaciones. Ministerio de Justicia y del Derecho. <https://reports.odc.gov.co/Reportes/Incautaciones>

Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito (UNODC). (2022). Colombia: Monitoreo de los territorios con presencia de cultivos de coca 2022. UNODC

Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito (UNODC). (2026). Monitoreo de territorios con presencia de cultivos de coca 2024. UNODC – Informe de monitoreo 2024

Lessing, B. (2011). Tres mitos sobre la guerra contra el narcotráfico. Chicago Project on Security and Threats, University of Chicago. https://cpost.uchicago.edu/publications/tres_mitos_sobre_la_guerra_contra_el_narcotrafico

United Nations. (2023, 18 de octubre). Security Council fails to adopt resolution calling for humanitarian pauses in Israel-Gaza crisis on account of veto by United States. <https://press.un.org/en/2023/sc15450.doc.htm>

United Nations. (2023, 8 de diciembre). Security Council fails to adopt resolution demanding immediate humanitarian ceasefire in Gaza on account of veto by United States. <https://press.un.org/en/2023/sc15519.doc.htm>

U.S. Department of State. (2021, 30 de agosto). Secretary of Antony J. Blinken remarks on Afghanistan. <https://2021-2025.state.gov/secretary-of-antony-j-blinken-remarks-on-afghanistan/>

Smith Serrano, A. (2025). Las Naciones Unidas ante los retos del siglo XXI. *Revista de Estudios en Seguridad Internacional*, 11(2). <https://doi.org/10.18847/1.22.2>

Naciones Unidas. (2024, 9 de agosto). Interim report: UN Panel of Experts – Venezuelan Presidential Elections 28 July 2024. https://digitallibrary.un.org/record/4062104/files/Interim_Report_PoE_Venezuela_090824.pdf

Naciones Unidas. (2024, 20 de septiembre). Readout of the Secretary-General's phone call with H.E. Mr. Nicolás Maduro Moros, President of the Bolivarian Republic of Venezuela. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/readouts/2024-09-20/readout-of-the-secretary-generals-phone-call-he-mr-nicolas-maduro-moros-president-of-the-bolivarian-republic-of-venezuela-scroll-down-for-spanish-version>

Naciones Unidas. (2025, 28 de agosto). Situation of human rights in the Bolivarian Republic of Venezuela: Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights. <https://digitallibrary.un.org/record/4092617?ln=es>

Naciones Unidas. (2026, 3 de enero). Statement attributable to the Spokesperson for the Secretary-General – on Venezuela. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statements/2026-01-03/statement-attributable-the-spokesperson-for-the-secretary-general-venezuela>

Naciones Unidas. (2026, 5 de enero). Secretary-General's remarks to the Security Council – on Venezuela. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statements/2026-01-05/secretary-generals-remarks-the-security-council-venezuela>

Naciones Unidas. (2026, 23 de septiembre). [Day 2] General Debate – General Assembly: Plenary meeting, 81st session. <https://transcripts.un.org/en/asset/k1b/k1b5jwwa58?t=8%3A20%3A30>

Caracol Radio. (2026, 4 de enero). Maduro y su esposa comparecerán mañana ante un tribunal federal de Nueva York. <https://caracol.com.co/2026/01/04/maduro-y-su-esposa-compareceran-manana-ante-un-tribunal-federal-de-nueva-york/>

Desde Venezuela por Luigino Bracci Roa. (2022, 20 de febrero). Presidente Hugo Chávez en la Asamblea General de la ONU, 20 de septiembre de 2006: ¡Huele a azufre! [Video]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=4LGk1fVhY7o>

RÉFÉRENCES

EFE. (2025, 7 de agosto). Maduro acusa al Gobierno de Donald Trump de financiar una «conspiración» contra Venezuela. <https://efe.com/mundo/2025-08-07/maduro-trump-conspiracion/>

Redacción CCD. (2025, 2 de septiembre). Trump acusa a Maduro de narcotráfico: los datos contradicen la narrativa de Washington. Cuentas Claras Digital. <https://www.cuentasclarasdigital.org/2025/09/trump-acusa-a-maduro-de-narcotrafico-los-datos-contradicen-la-narrativa-de-washington/>

Gutiérrez Restrepo, J. L. (2025). La seguridad democrática en el gobierno del presidente Álvaro Uribe Vélez (2002/2010): Antecedentes históricos y efectos en la Fuerza Pública de Colombia [Tesis doctoral, Universidad Nacional de Colombia]. Repositorio Institucional Universidad Nacional de Colombia. <https://bffrepositorio.unal.edu.co/server/api/core/bitstreams/234a925f-ec2d-4e3d-b084-61d1fa066282/content>

Policía Nacional de Colombia. (2019). Revista Criminalidad, 61(3). https://www.policia.gov.co/sites/default/files/revista-criminalidad_61-3_sp.pdf

Ministerio de Justicia y del Derecho. (s. f.). Tasa de homicidios basada en reporte de homicidios de la Policía Nacional. <https://www.minjusticia.gov.co/programas-co/politica-criminal/Paginas/SIPC-Tasa-de-Homicidios-Basada-en-reporte-de-homicidios-de-la-Policia-Nacional.aspx>

Cohen, L., & Parraga, M. (2026, 22 de septiembre). Trump meets Venezuela's Rodriguez for first time since Maduro's capture. Reuters. <https://www.reuters.com/world/americas/trump-meet-venezuelas-rodriguez-first-time-since-maduros-capture-2026-09-22/>

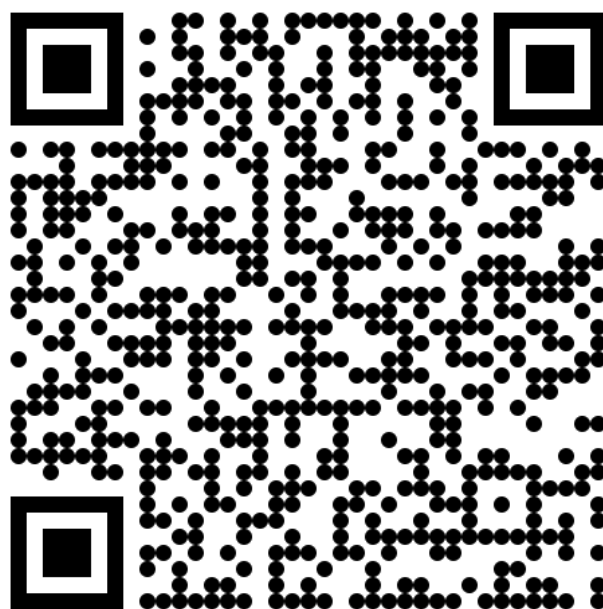
Reuters Connect. (2026, 22 de septiembre). Delcy Rodríguez meets with Guterres in New York ahead of meeting with Trump [Video]. <https://www.reutersconnect.com/item/delcy-rodriguez-meets-with-guterres-in-new-york-ahead-of-meeting-with-trump/dGFnOnJIdXRlcnMuY29tLDIwMjY6bmV3c21sX09XTFRBQ0Q2SkIwR1EyTDNGUjFwWjFQVUNEUpLWjU>

The White House. (2026, 31 de agosto). Fact sheet: President Donald J. Trump announces historic oil agreement to secure American energy dominance and drive Venezuela's economic recovery. <https://www.whitehouse.gov/fact-sheets/2026/08/fact-sheet-president-donald-j-trump-announces-historic-oil-agreement-to-secure-american-energy-dominance-and-drive-venezuelas-economic-recovery/>

Note. Le travail d'investigation et d'analyse présenté dans ce rapport est exclusif à 3+ Security Colombia. Par conséquent, il est recommandé de ne pas divulguer le présent document. 3+ Security Colombia Ltda. se réserve le droit quant aux interprétations pouvant découler de la lecture, de l'examen et de la consultation des informations présentées.



SECURITY
COLOMBIA



**SCANEZ ET ACCÉDEZ AUX
ÉDITORIAUX COMPLETS.**

Si vous souhaitez en savoir plus sur nos éditoriaux,
analyses géopolitiques et rapports de risque, scannez
le code QR.

La sécurité dont le monde a besoin